

Discours du Président de la République à l'occasion des 80 ans du CNRS

Merci beaucoup. Mesdames les ministres, Monsieur le président directeur général, Mesdames Messieurs les présidents, Monsieur le président de la conférence et Mesdames Messieurs les présidents d'organismes, d'universités, Mesdames Messieurs les parlementaires, chercheurs, vous avez parfaitement rappelé chacun dans ses grades et qualités donc je serai bref.

Je suis très content d'être parmi vous aujourd'hui d'abord pour, comme vous venez de le dire et entamant cette discussion, célébrer une page d'histoire et ces 80 ans qu'on a vus célébrés à travers le monde par la petite vidéo que vous venez de montrer je crois sont aussi le témoignage, l'illustration de la reconnaissance internationale de ce que durant ces 8 décennies le CNRS a réussi à faire par votre travail, parce que je reconnais beaucoup de visages, et quelles que soient les disciplines et de tout ce qui a été d'ores et déjà permis. Et en effet, vous l'avez dit, l'histoire même du CNRS n'est pas linéaire. Vous avez rappelé les chemins sinueux que le savoir et la science prennent parfois, il en est de même pour les institutions et il en fut de même, et il en est de même pour le CNRS. Il est quand même étonnant de constater qu'une institution comme celle-ci, qu'un organisme comme celui-ci qui éclaire, pense à l'avenir, à la recherche ait été fait il y a 80 ans à un moment où l'histoire de la France et de l'Europe pourrait sembler plus obscurcie que lumineuse. Ce ne sont pas les temps de la reconquête et de l'après-guerre, ce sont des temps de bascule. Et je crois qu'il faut en effet savoir rendre hommage à celles et ceux qui l'ont rendu possible. Vous avez évoqué Jean ZAY, Léon BLUM est également à évoquer et, cher Antoine, ceux qui vous ont aussi précédé : Jean PERRIN, Frédéric JOLIOT, Hubert CURIEN et tant d'autres. Alors si je suis là aujourd'hui ce n'est pas simplement avec vous pour célébrer ce passé, si glorieux fut-il, c'est aussi pour dire l'attachement mais pas un attachement pour conserver, un attachement si je puis dire sensible, de conviction, profond à ce que le CNRS représente, c'est-à-dire un modèle de liberté dans la recherche. Il n'y a pas un modèle de recherche dans le monde et nous nous avons nos spécificités qui vont avec je dirais avec nos propres turpitudes et nos propres maladies. La France est ce pays étrange où généralement on a conçu les choses qu'on voulait faire marcher, pardon Monsieur le président, à part de l'université. Depuis le Collège de France, nous avons cette histoire un peu étrange et peut-être arrivons-nous d'ailleurs au moment de notre histoire collective où grâce justement à ce que nous sommes en train de collectivement de faire on va pouvoir réconcilier tout cela. Mais le CNRS participe de cette histoire et donc quand on a voulu une grande recherche, quand les choses basculaient on a dit on a besoin de ce grand organisme. Et donc ce modèle de liberté vous l'avez rappelé c'est aussi celui qui permet ces chemins sinueux, ce temps, cette liberté offerte aux chercheurs, ce qu'on a parfois appelé le statut mais qui est au fond la préservation d'un cadre pour pouvoir bien travailler et avoir une recherche qui éclaire, irrigue et qui progressivement a su justement travailler avec tous les partenaires, qu'il s'agisse de la recherche française ou internationale. Ce modèle de liberté, en venant ici d'abord débattre avec vous et être présent parmi vous, je voulais aussi dire et redire que je pense qu'il est pertinent. Je pense qu'il a aidé le pays dans beaucoup de conquêtes et je pense qu'il demeure pertinent parce que la manière dont les connaissances cheminent, dont les découvertes se font gardera quelques-uns de ces fondamentaux et de ces invariants si je puis dire qui sont qu'il n'est pas possible de tout tracer, d'avoir partout du temps court, d'avoir partout de la mesure. Et que donc ce que ce modèle apporte au système français, à notre organisation collective est précieux. Ensuite parce qu'il a permis de donner une place, de la construire, de la consolider à la recherche fondamentale. Et de penser d'ailleurs aussi le continuum, vous l'avez d'ailleurs rappelé à l'instant dans votre propos en nous accueillant Monsieur le président directeur général, entre la recherche fondamentale et la recherche plus technologique ou appliquée. Et je crois que c'est aussi une force. On a besoin de cette recherche fondamentale qu'elles qu'en soient les disciplines ici présentes et que vous avez là aussi rappelées très profondément, on a besoin du dialogue interdisciplinaire et je crois de plus en plus parce que les frontières vers lesquelles nous sommes en train d'aller conjuguent en quelque sorte ces interdisciplinarités et font qu'on a de plus en plus besoin de décloisonnement. Et je pense très profondément que les 20 dernières années ont permis aussi à notre organisation collective — qu'il s'agisse d'ailleurs des unités mixtes, du travail des universités, des autres organismes de recherche, en passant par les hôpitaux, les entreprises — de montrer qu'on a progressivement su décloisonner aussi notre recherche. Et vous avez rappelé le nombre de startups, on pourrait aussi rappeler les brevets et la recherche partenariale qui est ainsi faite. Au-delà de ce message d'attachement à ce modèle de liberté, et vous l'avez évoqué en parlant du projet que la ministre porte depuis plusieurs mois et qui est l'objet aussi de tout un travail interministériel avec beaucoup de ses collègues mais qu'elle assume, qu'elle porte avec vous avec un gros travail et, je veux vous en remercier, des chercheurs, enseignants-chercheurs, étudiants, ingénieurs, personnels de recherche, de tous celles et ceux qui font la recherche en France, qui est cette loi de programmation. Et si je suis là aussi c'est pour dire ma conviction que ce n'est pas simplement l'attachement à

ce modèle de liberté mais que c'est aussi la matrice avec l'ensemble de l'écosystème comme on dit de ce dont nous avons besoin pour le pays. Il n'y a pas de grand pays sans connaissance, recherche, enseignement supérieur forts. Il n'y en a pas. D'abord, et vous l'avez rappelé, pour des raisons économiques. Nous sommes dans une économie de l'innovation et des compétences où les ruptures sont profondes, rapides, radicales qu'il s'agisse de l'énergie, qu'il s'agisse des technologies de communication, de l'intelligence artificielle ou autres, elles sont éminemment interdisciplinaires, elles vont beaucoup plus vite. Et donc on a besoin aujourd'hui d'un investissement public et privé qui soit à la hauteur pour des raisons aussi profondément économiques. Et donc on ne peut pas penser la puissance économique française et européenne sans penser la force et l'investissement dans la recherche. Cela fait des décennies qu'on parle des 3 %, je crois que cet objectif doit être réaffirmé mais en nous donnant à travers cette loi de programmation aussi les moyens de la part publique qu'on y alloue. Je pense qu'il faut qu'on se donne la vérité des chiffres, ce sera pour moi un des objectifs des prochaines semaines et des annonces du début d'année prochaine. La deuxième chose, vous l'avez dit aussi, ce sont des raisons de souveraineté. Qu'on parle de recherche biomédicale, ce qui est un sujet fondamental sur lequel on a énormément d'avantages comparatifs, un sujet très stratégique qui est au cœur aussi de la stratégie de santé que porte la ministre par l'individualisation de la médecine et de beaucoup d'autres linéaments sur ce sujet, qu'on parle d'intelligence artificielle, qu'on parle de technologies de communication, à chaque fois, on a des sujets de souveraineté. Si nous ne portons pas au niveau français et européen cette recherche, on décide stratégiquement de dépendre de ceux qui la feront. Et même si j'ai conscience que ce n'est pas forcément votre quotidien et je ne parle pas au milieu qui a, si je puis dire, le plus de sensibilité sur ce sujet, et je le comprends totalement, vous appartenez à des communautés scientifiques qui sont sans frontières et profondément internationales, et c'est la force de la recherche. Dans le même temps, nous ne pouvons pas mésestimer le fait que nous sommes dans un monde qui se refracture et où il y a derrière des choix géopolitiques qui iront avec des choix de recherche. La 5G comme l'intelligence artificielle chinoise ou américaine n'est peut-être pas la même que l'intelligence artificielle ou la 5G européenne, de même pour les choix médicaux à un moment que nous aurons. Et donc je crois aussi très profondément dans la nécessité d'un investissement dans notre recherche publique parce que je pense que c'est un choix de souveraineté, parce que c'est la condition pour, à un moment donné, ne pas dépendre d'autres choix souverains, de puissances qui auront fait des avancées et ou, à un moment donné, ce qui est de l'ordre de cette coopération internationale ouverte se refracture parce qu'il en est de choix souverains, parce qu'ils doivent se mettre en œuvre soit par le truchement d'Etat, soit par le truchement de grandes entreprises, et on revient à des réalités plus nationales ou géographiques. Nous devons nous poser cette question. Elle se pose à nous aujourd'hui et elle justifie pleinement ce réinvestissement, et aussi parce que c'est, à mes yeux, un choix éthique et profondément politique. Si nous voulons choisir le monde qui se construit sur tous les sujets que vous avez commencé d'évoquer, si on veut pouvoir se poser ces questions au-delà des choix technologiques souverains, c'est aussi la possibilité de poser à un moment des limites éthiques, et donc, nous, de construire notre propre interdisciplinarité, quand on parle d'intelligence artificielle, de faire travailler justement des mathématiciens avec les meilleurs spécialistes de la robotique, de l'informatique mais aussi avec des philosophes, des linguistes, etc., pour se poser les questions sur les implications profondes cognitives, organisationnelles, et à un moment donné considérer que nous avons, par notre propre approche scientifique et nos propres choix, à poser aussi les limites éthiques, philosophiques et politiques de ce que nous sommes en train de bâtir. Et ça, nous ne pourrons le faire que si nous investissons à nouveau de manière beaucoup plus profonde dans notre recherche publique, avec aussi l'effet d'entraînement que cela a sur la recherche privée, mais je pense que l'un ne va pas sans l'autre et l'un ne peut pas se substituer à l'autre et que nous sommes en tout cas devant des choix radicaux. Pour toutes ces raisons, les prochaines semaines sont, pour moi, une étape importante pour préparer l'avenir du pays et du continent, parce que vous l'avez dit, pour moi, cette stratégie française s'inscrit dans une stratégie européenne, et je préfère être aussi parfaitement clair parce qu'il y a eu, sur ce sujet, parfois trop d'ambiguïtés : l'ambition que je veux pour notre pays n'est pas une ambition ni de substitution, ni par le truchement de l'Europe, elle s'additionne. On a besoin, nous, d'assumer des choix budgétaires organisationnels plus forts et plus clairs. Je pense qu'on va aussi en parler, et c'est un en même temps auquel je crois. Ce n'est pas simplement plus de moyens, c'est aussi savoir travailler sur nos propres barrières, sur ce qui a fait que, parfois, on n'a pas été sur tous les rendez-vous et donc sur les réformes profondes là où peut-être, en France, nous avons alterné entre réformer sans mettre d'argent ou mettre de l'argent sans réformer. Il faut faire les deux. Mais ce choix français doit aller aussi avec la réaffirmation d'un choix européen, c'est à dire la confirmation d'une ambition plus grande au niveau de l'Europe. Elle ne peut pas se faire en réduction, si je puis dire, d'une ambition européenne. Et donc le combat que nous devons mener aussi dans les prochaines semaines, au-delà de la préparation de cette loi de programmation, c'est de réaffirmer l'importance des grands programmes européens, y compris ceux que nous avons lancé récemment, ceux aussi qui ont marqué... Vous avez rappelé l'importance des ERC, on a parlé la semaine dernière avec plusieurs chercheurs impliqués dans ces grands programmes, mais de dire que l'Europe doit être au rendez-vous de ces grands programmes de recherche et qu'elle doit y mettre plus de moyens. Et quand je compare aujourd'hui l'Europe à la Chine ou aux Etats-Unis, il faut être lucides, indépendamment des efforts nationaux que nous pourrons faire pour les principaux pays, ça ne peut aller qu'en s'additionnant à un effort européen plus fort, et donc c'est aussi ce combat que nous aurons à mener dans les prochaines semaines et les prochains mois, et c'est cela que je suis venu, en quelque sorte, ici réaffirmer, au fond parce que ce dont nous parlons est au cœur de tous les sujets contemporains et, si je puis dire, des grands moments de bascule. Je le disais, ce choix d'investissement, de confiance, il va aller avec un choix d'ouverture, ouverture qui est une réalité, qui est votre quotidien à l'international et à l'Europe, mais ouverture

l'ouverture, ouverture qui est une réalité, qui est votre quotidien à l'international et à l'Europe, mais ouverture aussi à l'égard des autres institutions françaises, universités, organismes de recherche, hôpitaux, grandes écoles. Cette nouvelle ambition doit aller vers encore plus de décloisonnement, ouverture vers les entreprises, la société, ce que vous avez parfaitement rappelé un instant. Elle doit se conjuguer avec aussi, en quelque sorte, la combinaison du temps long et des capacités à avoir des exigences raisonnables de manière régulière, c'est à dire à se donner aussi des temps d'évaluation. On se dit : si on met plus de moyens, il est légitime qu'on regarde où vont les choses, à un rythme qui correspond à celui de la science, qui ne peut pas être tous les 6 mois ni même forcément tous les ans, mais qui n'est pas non plus l'absence de regard. Ça, ce n'est pas vrai que ça existe, en tout cas ça ne dure qu'un temps. C'est donc ce virage qu'il nous faut prendre, et au fond, je conclurai sur ce point. J'ai parfois comparé notre époque à celle des années 1930, donc je ne comparerai pas cette année à l'année d'il y a 80 ans, mais je suis sûr d'une chose, c'est que tous nos défis, aujourd'hui, ont besoin de science et de connaissances pour être relevés, les défis technologiques, les défis de capacité de la société à les relever, donc de sa propre compréhension, les défis anthropologiques qui sont les nôtres face à ces changements, le défi climatique, le défi organisationnel. Donc on a besoin de science plus que jamais. Et à ce moment-là que nous vivons, nous vivons, dans le même temps, peut-être une des plus grandes crises contemporaines du rapport à la science et à la vérité scientifique. On la voit chaque jour dans les réseaux sociaux, dans les médias aussi, où la remise en cause du fait, de la véracité est quotidienne. Ça me rend encore plus convaincu que cet investissement est une nécessité, mais cet investissement nous redit, si je puis dire, ce qui est à la racine même du CNRS et de ce combat depuis 80 ans, c'est qu'il y a, dans le CNRS, quelque chose de ce que j'appelle l'esprit de résistance français. Avoir la confiance dans l'avenir de notre pays pour monter un organisme de recherche comme ça en 1939, il fallait déjà avoir l'esprit de résistance. L'histoire même de l'organisme l'a montré dans les années puis les décennies qui ont suivi. C'est le même esprit de résistance qu'il nous faut aujourd'hui. Le président de la République et le gouvernement seront là, mais l'esprit de résistance, ça se partage et ça s'additionne. Je compte sur vous.